

L'Office national des forêts demande l'aumône auprès de multinationales polluantes

17 septembre 2020 / Gaspard d'Allens (Reporterre)



L'Office national des forêts est au bord de la faillite. Délaissé par les pouvoirs publics, l'établissement se tourne de plus en plus vers des capitaux privés pour financer une partie de ses missions d'intérêt général. Des entreprises peu scrupuleuses de l'environnement, comme Total, HSBC ou Ikea, entrent dans les bois. Au grand dam

des forestiers.

On connaissait déjà les publicités de luxe sur les monuments historiques, les affiches clinquantes de mannequins Dior ou celles du tout dernier iPhone sur les façades de musées.

Voilà que les logos des grands groupes pourraient aussi recouvrir l'entrée des forêts françaises. Après le mécénat culturel, les entreprises privées se lancent à la conquête de notre patrimoine naturel, à grand renfort de communication et d'une générosité, pour le moins, calculée.

Au cœur du massif d'Ermenonville, dans l'Oise, les lettres rouges de la banque HSBC sont gravées à proximité d'une zone humide que la multinationale a restaurée. À l'orée de la forêt de Pennes-Mirabeau, dans les Bouches-du-Rhône, des pancartes indiquent les actions pédagogiques menées par les laboratoires Guigoz à l'attention des enfants. Sur la route forestière de Loudéac, dans les Côtes-d'Armor, c'est un crapauduc qui a été bâti grâce aux dons de la Société générale pour protéger les batraciens. Au nord de Nantes, Ikea finance aussi la création d'une application téléphonique pour découvrir un verger conservatoire.

Accueil de visites scolaires, restauration de sentiers pédestres, préservation de la biodiversité, plantation d'arbres... Dans les bois, les actions soutenues par des entreprises privées se multiplient. Et pour cause : l'Office national des forêts (ONF) — l'établissement qui gère le domaine public forestier, soit 25 % des forêts françaises — est en proie à de graves difficultés financières. Son endettement atteint 450 millions d'euros et son déficit s'accroît chaque année, malgré les baisses d'effectifs et l'augmentation des coupes de bois.

L'office est sommé depuis 2016 par ses ministères de tutelle de trouver « *des financements innovants* », dont le mécénat. L'ONF a ainsi créé en novembre 2019 un fonds de dotation, « *Agir pour la forêt* », afin de structurer et d'amplifier son activité de collecte de dons. Contactée par *Reporterre*, Frédérique Lecomte, sa nouvelle directrice, affirme être « *persuadée* » que « *dès aujourd'hui et dans le futur, nous allons sortir du modèle traditionnel de l'État-providence. Le financement croisé à la fois public et privé ou uniquement privé sur certains projets me semble une évolution normale* ».

« Cela fait des années que certaines missions d'ordre environnementales sont insuffisamment financées, les contributions publiques étant sans cesse en diminution »

Le fonds de dotation récolte déjà 1,5 million d'euros par an. Son objectif est de passer à quatre millions d'euros d'ici cinq ans. « *On sent un frémissement, note Frédérique Lecomte, de plus en plus d'entreprises nous contactent. Il y a un vrai désir de forêt et de nature chez nos concitoyens.* »

Il y a vingt ans, un seul partenariat existait entre l'ONF et les laboratoires Guigoz, qui produisent du lait infantile. Aujourd'hui, l'office compte plus d'une quarantaine de mécènes. On retrouve Peugeot PSA, l'assureur AXA, la Fédération française du bâtiment, les banques HSBC et Société générale, la marque de sirops Teisseire, le leader européen de l'investissement immobilier Gecina ou encore Ikea. La fondation Total se présente comme le « *plus grand mécène* » de l'office, lui donnant chaque année des centaines de milliers d'euros. Le groupe pétrolier finance en priorité « *des projets de lutte contre le changement climatique, de gestion contre les risques naturels et de sensibilisation à la protection des forêts et de leur biodiversité* ».



Pour Frédérique Lecomte, ces partenariats sont essentiels. « *Ils permettent à l'ONF de financer des projets ambitieux et d'intérêt général qui n'auraient pas forcément bénéficié de financements publics, explique-t-elle. Cela fait des années que certaines missions d'ordre environnementales sont insuffisamment financées, les contributions publiques étant sans cesse en diminution.* »

Les entreprises viennent combler le vide laissé par le désengagement de l'État. Récemment, dans la forêt de Fontainebleau, la Société générale a soutenu un plan de sauvegarde de l'**alouette lulu** et la **fauvette pitchou**, deux oiseaux emblématiques des milieux ouverts, dont la population a considérablement baissé. La fondation Total s'est aussi engagée à restaurer plusieurs massifs affectés par la sécheresse et les invasions de scolytes — des insectes qui ravagent les épicéas et menacent les forêts dans le Grand Est.

En contrepartie, l'ONF promet à ses mécènes « **des avantages exclusifs** » avec « **des prestations et des services sur-mesure** »

: « Vous pourrez valoriser votre image et accroître la visibilité de votre politique de développement durable » ; « devenir partenaire de l'ONF permet de communiquer auprès de vos clients et du grand public », écrit l'Office sur son site internet. L'intérêt est aussi fiscal. Les entreprises bénéficient d'une réduction d'impôt sur les sociétés à hauteur de 60 %. Si Total verse 100.000 euros de don, il ne lui en coûtera finalement que 40.000 euros.

« Le service public forestier est réduit à la mendicité »

Cette situation provoque l'ire des forestiers. « Plutôt que de feindre la générosité et de jouer les dames patronnesses, ces entreprises feraient mieux de payer leurs impôts en France », écrit la CGT dans un communiqué, rappelant que Total, grâce à son optimisation fiscale, ne paye quasiment aucun impôt sur les sociétés, que HSBC a organisé la fraude fiscale de plus de 3.000 Français en Suisse et qu'en 2014, la Société générale possédait 139 filiales dans des paradis fiscaux.

« On a réduit notre service public à la mendicité. On a vendu notre image de marque et nos savoir-faire à des multinationales qui s'en servent pour faire du greenwashing (écoblanchiment) », soupire Loukas Bénard, un garde forestier syndiqué à la CGT. Pour lui, ce phénomène participe à « la privatisation rampante » de l'Office : « On recrute de moins en moins de fonctionnaires. On a de moins en moins de capitaux publics et on est de plus en plus soumis à une logique entrepreneuriale. Finalement, qu'est-ce qui nous différencie d'une entreprise privée ? »



Sur le terrain, la colère se mêle parfois à l'incompréhension. Certains chantiers organisés avec les entreprises sont jugés « absurdes » : « Pour vingt compteurs Linky posés, Enedis offre un arbre à l'ONF. Avec des collègues, on s'est retrouvés à planter des centaines d'arbres au bord d'une autoroute, ça n'avait aucun sens d'un point de vue sylvicole »

, raconte un ouvrier forestier en Savoie. « *On est devenu des prestataires de service, témoigne un autre travailleur dans les Bouches-du-Rhône. On anime des chantiers de plantation d'arbres avec des salariés d'Axa ou de Vinci. Ils se prennent en photo pour la journée, ils sont contents. Nous, on fait de la garderie. Ce n'est pas l'idée que je me faisais de mon boulot.* »

Au Snupfen — le syndicat majoritaire de l'ONF —, on s'inquiète : « *Le jour où le financement des services publics sera en partie assuré par le monde de l'entreprise, des industriels et des lobbies, tous ces acteurs ne se contenteront pas de payer et de faire de la communication, ils commenceront à influencer sur la politique du service public,* analyse le porte-parole Philippe Canal. *Nous devons rester indépendants. Nos missions d'intérêt général doivent être financées par le budget général de l'État, en toute transparence et votées par le Parlement, c'est le fonctionnement de notre République* ».

« Total finance des arbres pour faire oublier l'immense bioraffinerie à base d'huile de palme qu'ils veulent construire »

L'implication de certains mécènes dans les forêts françaises pose également des questions éthiques. HSBC a été épinglée pour avoir participé à la **déforestation en Indonésie**. L'entreprise suédoise Ikea n'est pas innocente non plus. « *Elle utilise du bois issu de la déforestation des massifs boréaux* », dénonce **dans un communiqué**, le syndicat Snupfen.

Le cas de Total est aussi au cœur des polémiques. Certains syndicalistes alertent sur les risques d'un conflit d'intérêts alors que le groupe pétrolier investit massivement dans la biomasse et est devenu le premier producteur de pellets en France. Ses dons n'ont rien de gratuit, le géant de l'énergie se fait simplement une place dans le monde de la forêt en soutenant l'ONF.

« *Il y a quelques années, la fondation Total était orientée vers les océans parce que l'entreprise était sous le feu des projecteurs à cause des forages offshore,* rappelle Sylvain Angerand de **l'association Canopée**. *Maintenant, Total finance des plantations d'arbres pour faire oublier l'immense bioraffinerie à base d'huile de palme qu'ils veulent construire à La Mède, près de Marseille* ».

La direction de l'ONF, elle, ne voit pas le problème. Lors d'un conseil d'administration, en

juin 2019, le président, Jean-Yves Caullet, déclarait ainsi que « *l'argent n'a pas d'odeur, et l'argent d'HSBC ou de Total, je préfère qu'il vienne financer des actions positives que nous menons sous notre contrôle technique plutôt que de financer des engins de déforestation en Amazonie* ». Acculé financièrement, le service public forestier fait feu de tout bois... Au prix de son intégrité.

Lire aussi : [Comment se libérer de la publicité, arme de séduction massive des multinationales](#)

Source : Gaspard d'Allens pour *Reporterre*

Dessin : © Red !/Reporterre

Photos : © ONF

- Emplacement : Accueil > Enquête >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/L-Office-national-des-forets-demande-l-aumone-aupres-de-multinationales-polluantes>